

Burundi : Le Haut-commissaire de l'ONU déplore un "référendum clivant"

@rib News, 16/05/2018 Source HCDH A l'approche d'un référendum, la tension monte au Burundi après une attaque meurtrière Zeid GENÈVE (15 mai 2018) - Soulignant la montée de la tension suite à une récente attaque meurtrière contre un village burundais qui a fait 26 morts parmi les civils, le Haut-commissaire aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad al Hussein, a exprimé ce mardi son inquiétude face à une recrudescence de la violence à l'entame du référendum constitutionnel controversé du jeudi prochain.

Vendredi dernier aux environs de 22 heures, dix femmes et onze enfants se comptent parmi les victimes de l'attaque perpétrée par des hommes armés non identifiés dans le village de Ruhamagara, dans la province de Cibitoke, à environ 60 kilomètres au nord-ouest de Bujumbura, la capitale burundaise. "Il y a des versions très différentes quant à l'identité des assaillants et de leur motif", a déclaré Zeid. "Cela pourrait être politique car visant à impacter le référendum ou acte perpétré pour d'autres raisons, y compris la vengeance. Les résidents locaux ont rapporté avoir vu des hommes portant des uniformes militaires, mais cela n'indique pas nécessairement qui ils étaient. De toute façon, dans ce contexte fragile, il s'agit d'une évolution très dangereuse. Le Burundi est inondé de rumeurs, les négociations sont dans l'impasse, et les tensions augmentent brusquement à la suite de cette attaque, pendant que beaucoup redoutent ce qui pourrait arriver pendant et après le référendum de ce jeudi". M. Zeid a pris note de l'annonce par les autorités d'ouvrir une enquête et les exhorte à veiller à ce qu'elle soit transparente et crédible. Il exprime également ses condoléances aux familles des victimes de l'attaque de vendredi à Ruhamagara. "En raison du flot constant de violations des droits de l'homme au cours de ces trois dernières années, et de ce référendum extrêmement controversé et clivant, les actions des autorités sont perçues avec une méfiance considérable par une partie importante de la population", a déclaré Zeid. Il a noté qu'un nombre important de politiciens de l'opposition et d'autres appelant à voter "non" lors du référendum, ont été la cible d'arrestations arbitraires et de détentions par les forces de sécurité, parfois avec l'aide du célèbre groupe des Imbonerakure qui soutient le gouvernement. "Tout le monde souffrira si le Burundi plonge dans la violence pendant ou après le référendum", a affirmé le Chef des droits de l'homme de l'ONU. "J'exhorte le Gouvernement à assumer ses responsabilités pour assurer au peuple burundais la paix, la sécurité et une démocratie pleinement fonctionnelle où les droits de l'homme sont respectés et où s'exerce l'égalité devant la loi de tous les citoyens. Il lui reste très peu de temps pour inverser la courbe. Bien que l'opposition politique ait beaucoup à s'opposer, elle doit également éviter toute action susceptible de jeter de l'huile sur le feu". FIN

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});